



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mai 2003

Volume 2, Numéro 5

LIGNE DE FOND	1
Accès Aux Marchés Pour Les Produits Non Agricoles : Divergence Des Membres Sur L'Ampleur Et Le Rythme Des Réductions Tarifaires	4
NOUVELLES DE L'OMC	7
Commerce Et Environnement : Le Débat Sur Les Relations AEM-OMC Gagne En Maturité En Dépit Des Divergences Sur La Manière De Promouvoir Le Mandat	7
Libéralisation Des Services : Les Quinze Approuvent Les Propositions De La Commission Européenne Et Maintiennent L'Exclusion Des Services Publics.	9
Conseil des ADPIC: Controverse sur les possibilités d'extension des indications géographiques	11
SUR LE FIL	13
Conférence De L'OCDE Sur Le Commerce Et L'Investissement : De Grandes Ambitions Qui Débouchent Sur Peu De Résultats	13
UE/CEDEAO : Début Des Négociations En Septembre Prochain En Vue D'Un APE Les négociations des Accords de Partenariat Economique entre des régions des ACP et l'UE ont été lancées en septembre 2002. Après une première phase de travaux avec l'ensemble du groupe ACP, les négociations régionales devraient débuter à partir de septembre 2003. Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO on déjà pris la décision de négocier un APE avec l'UE lors de leur conférence de décembre 2001.	15
EVENEMENTS	16
PUBLICATIONS	18

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Agriculture : Les Pays Africains Soumettent Une Proposition De Négociation Sur Le Coton Au Comité De L'Agriculture, Le Tchad Réserve Ses Droits De Tierce Partie

Face aux difficultés accrues provoquées par les subventions auxquelles doit faire face la filière cotonnière africaine, le Bénin a transmis, à la date du 30 avril 2003, une proposition de négociation au président du comité de l'agriculture au nom des quatre pays signataires (Bénin, Burkina Faso, Mali, Tchad) tout en prenant le soin de réserver l'intérêt des autres pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui pourraient se joindre à la proposition (Cameroun, Cap-Vert, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Libéria, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone et Togo).

Avec près d'un million de tonnes de fibres produites, 17% du marché mondial en 2002, contre 4% en 1980, le coton représente une des principales sources de revenus de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il contribue pour 50 % à 80% des recettes d'exportation du Mali, du Bénin, du Togo et du Burkina Faso. On estime qu'il fait vivre, directement ou non, près de 9 millions de personnes dans la sous- région.

Les questions spécifiques soulevées dans cette soumission font actuellement l'objet de procédures dans le cadre du règlement des différends de l'OMC opposant le Brésil aux Etats-Unis (WT/DS 267). Deux pays africains y sont engagés à titre de tierces parties : le Bénin et le Tchad. Après que le

Bénin ait réservé ses droits de tierces parties le 24 mars 2003, le Tchad, par une lettre du 4 avril 2003, a saisi l'Organe de règlement des différends de l'OMC pour faire de même. Même si le Tchad pouvait être frappé de forclusion, la date limite des dépôts étant fixée au 28 mars 2003, cela n'a pas empêché les instances de l'OMC d'accepter la demande. Mais la voie du règlement des différends n'a pas été exclusive. D'autres pays africains (certains cumulativement, comme le Bénin et le Tchad) ont choisi la voie de la négociation. La soumission qu'ils ont déposée à cet effet à l'OMC contient essentiellement deux propositions de négociations : la demande de mesures générales en faveur du coton, et dans l'urgence, la demande de mesures immédiates et/ou transitoires en faveur des PMA producteurs de coton, pour faire face de façon efficace à la crise actuelle.

Mesures générales : Faire du coton un produit spécial

Les mesures générales en faveur du coton réclamées par les pays signataires s'articulent autour de la notion de produits spéciaux dont fait référence le projet révisé de modalités pour les nouveaux engagements du Président des sessions spéciales du Comité de l'agriculture. Le second draft de Harbinson reconnaît le principe des " produits spéciaux " pour les pays en développement et envisage des mesures particulières en leur faveur. Ces produits sont considérés comme " spéciaux " en raison de leur importance " en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et/ou de moyens d'existence ".

Les pays signataires demandent l'élargissement du concept des " produits spéciaux " - actuellement limité à des mesures défensives - aux intérêts offensifs des pays en développement, lorsque l'exportation de tels produits s'avère essentielle pour le développement agricole et la survie des populations rurales des PMA, comme cela est le cas pour le coton ; et la reconnaissance explicite que le coton constitue un produit dit spécial de développement et de lutte contre la pauvreté pour les PMA et doit bénéficier d'un traitement particulier pour lui assurer un accès équitable sur le

marché mondial.

Trouver une solution immédiate et/ou transitoire sous la forme d'une indemnisation

Pour les pays signataires, la survie de la filière du coton et de leur stratégie de lutte contre la pauvreté, exigent une solution d'urgence. Ils ne peuvent attendre la fin des négociations et des délais de mise en œuvre des résultats. Pour cette raison, ils exigent deux séries de mesures :

Premièrement, les signataires veulent saisir l'opportunité de la Conférence ministérielle de Cancun pour exiger une décision, immédiatement applicable (" early harvest "), qui prévoit des réductions substantielles, spécifiques et accélérées des subventions à la production et à l'exportation cotonnière dans chacune des catégories de soutien. Cette décision devra fixer une date spécifique pour l'élimination totale des soutiens à la production cotonnière et choisir une période de référence adéquate, qui assure une réduction effective et non théorique de ces soutiens.

Deuxièmement, les pays signataires reconnaissent que dans la mesure où l'élimination totale du soutien interne à la production cotonnière et des mesures à la frontière prendra un certain temps, une indemnisation financière doit être offerte aux PMA producteurs de coton pour les pertes de ressources qu'ils subissent. Ils considèrent que la seule mesure à court terme réalisable est une indemnisation financière contractuelle, faisant partie intégrante des droits et obligations, ainsi que de l'équilibre des engagements résultant du cycle de Doha. Cette indemnisation financière devrait être calculée au prorata des subventions accordées par les pays qui soutiennent leur production cotonnière. Elle diminuera et/ou s'arrêtera, au fur et à mesure que ces subventions seront réduites et/ou supprimées.

Le choix de cette solution classique (demande d'indemnisation) se justifie, en l'espèce, par l'inefficacité des instruments de compensation en cours à l'OMC. En effet, la compensation consistant en l'offre de concessions supplémentaires sur d'autres produits ne peut pas

être applicable pour les PMA producteurs de coton, puisqu'ils n'ont guère d'autres produits d'exportation et que ces derniers bénéficient déjà, pour la plupart, d'un accès préférentiel. En outre, le deuxième mécanisme qui consiste en l'augmentation des droits de douane sur les produits d'importation ne ferait que fragiliser d'avantage les PMA producteurs de coton puisque la plupart de leurs importations sont essentielles au développement et à la lutte contre la pauvreté. Ces deux instruments de compensation se révèlent donc contre-productifs pour eux.

Réactions mitigées à la proposition de négociation Entre doutes et espoirs chez certains Membres de l'OMC

La proposition de négociation n'étant pas encore distribuée par le secrétariat de l'OMC, au moment où nous publions, les premières réactions proviennent de certains Membres qui l'ont reçue de façon informelle, alors que la majorité n'en a pas encore connaissance. Elle sera probablement discutée lors des prochaines séances des Comités des négociations commerciales et de l'agriculture (voir par ailleurs).

Scepticisme sur le statut de " produit spécial " du coton

Si les USA affirment être conscients des problèmes posés par les subventions à l'exportation, (il ont eux mêmes proposé leur élimination progressive), ils semblent privilégier une solution systémique sur les subventions à la place d'une solution sectorielle pour le coton. En accordant un traitement spécial au coton africain sur la base de considérations liées au développement, d'autres pays exportateurs de coton qui constituent des concurrents potentiels vont en bénéficier. C'est pour cette raison que le " early harvest " contenu dans la proposition de négociation africaine ne leur paraît pas réaliste.

Selon certaines sources de l'Union européenne, il semblerait que le point qui pourrait vraiment poser des difficultés est celui de la présentation du coton comme produit spécial, en rapport avec le draft de Harbinson sur les modalités des négociations agricoles. Pour l'un des négociateurs européens, le

concept de " produits spéciaux " ne peut être invoqué que dans les cas où le produit en question ne porte pas en lui même son titre de compétitivité sur le marché international. Ce qui n'est le cas du coton africain dont les difficultés résultent de l'altération du système par les subventions. La valeur intrinsèque du coton africain lui confère un certificat de compétitivité dont les africains sont les premiers à se prévaloir. Vu sous cet angle, il ne peut pas être considéré comme un produit spécial, même si les arguments sous jacents sont autre que d'ordre commercial.

Un geste positif pour l'Afrique, une mesure de soutien pour le Brésil

Le Brésil semble adopter à ce stade une position ambivalente: de l'optimisme quant à l'initiative et du pessimisme quant aux résultats attendus de l'initiative. Pour certains négociateurs brésiliens, " cette proposition est un geste positif pour l'Afrique, mais aussi une mesure de soutien pour le Brésil dans son contentieux avec les USA ". C'est d'ailleurs conscient de leur communauté d'intérêts que l'Ambassadeur du Brésil à Genève a reçu les représentants du Bénin et du Burkina Faso, récemment, pour essayer une mise en commun de leurs intérêts et des arguments pour les soutenir.

En revanche, le Brésil semble sceptique quand aux chances de succès d'une stratégie uniquement basée sur la négociation avec les américains. Selon un négociateur, le Brésil a " épuisé trois rounds de négociation avec les USA sur la question, et cela n'a servi à rien ". Dès lors une résolution du problème par cette voie est hypothétique surtout si l'on tient compte de la difficulté d'accorder une indemnisation pour subventions, spécifiquement au coton. Tous les produits sont concernés ; et la recherche d'une solution systémique rencontrerait plus de crédit. C'est dans ce contexte que le Brésil est invité par les pays africains, initiateurs de la soumission, à participer à la réunion ministérielle de concertation régionale sur la filière cotonnière dans la zone UEMOA, qui sera organisée à Ouagadougou du 16 au 18 juin 2003.

Soutien indefectible des ONG

Se prononçant sur la proposition de négociation des pays africains, Sally Baden, conseiller juridique au bureau ouest-africain d'OXFAM à Dakar, au Sénégal déclare: l'initiative de Ouagadougou est une véritable prise de position politique qui marque une première étape dans la prise de conscience des pays africains, et qui va permettre de maintenir la pression contre les Etats dont l'attitude menace la vie de millions d'individus.

Les repréentants des ONG voient cette soumission comme une étape dans la bataille contre la pauvreté. M. Erik Hazard d'Enda Tiers Monde, à Dakar, justifie ce combat par le fait que le coton en Afrique de l'Ouest, plus que l'ensemble des programmes de développement, offre une meilleure opportunité de lutter contre la pauvreté.

Les ONG considèrent de façon générale que la déclaration de Doha a été décevante, car aucun engagement concret n'a été pris par les pays qui se sont contentés d'exprimer de " bonnes intentions ". Or, Doha qui est censé être un cycle de développement devra démontrer le sérieux de ses promesses par le niveau de prise en charge du problème du coton ainsi posé. Enda Tiers Monde et Oxfam sont en train de donner un point de presse sur la question à Dakar (20 mai 2003) pour réaffirmer leur soutien aux signataires de la proposition et vulgariser celle-ci le plus largement possible.

La proposition de négociation des pays africains sera défendue au niveau de l'OMC dans le cadre de deux instances. Le 10 juin, le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré pourrait faire le déplacement et la présenter au sein du Comité des négociations commerciales. Le 30 juin, la proposition sera discutée au sein du Comité de l'agriculture. Au préalable et de façon moins formelle, une demie-journée de réflexion sera consacrée à l'OMC au problème du coton africain, dans le cadre du Symposium de préparation de la Conférence ministérielle de Doha.

Accès Aux Marchés Pour Les Produits Non Agricoles : Divergence Des Membres Sur L'Ampleur Et Le Rythme Des Réductions Tarifaires

A un mois et demi de l'échéance du 31 mai, fixée pour convenir de modalités de négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les membres de l'OMC sont restés divisés sur l'ampleur et le calendrier de réductions des tarifs douaniers. En effet, lors de la réunion du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, du 14 au 16 avril dernier, une fracture nette est apparue entre les membres, du fait de la résistance des pays en développement aux ambitions jugées trop élevées des Etats Unis, de la Nouvelle Zélande et de l'Australie.

Suite à ces blocages, nombres d'observateurs se sont interrogés sur la capacité des membres et la volonté politique de certains d'entre eux de parvenir à un accord avant le délai de référence du 31 mai. Des divergences subsistent dans un certain nombre de domaines, dont : la manière de prendre en compte le mandat du traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA), en particulier à travers une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements de réduction ; le type de formule à utiliser pour réduire les droits de douane ; le point de savoir si ces négociations devraient inclure une référence à l'élimination totale des droits de douane ; et les voies et moyens de définir et de prendre en compte les obstacles non tarifaires.

A ce sujet, le Président du Groupe de négociations, le Suisse Pierre-Louis Girard a indiqué qu'il projetait de diffuser un premier texte de compromis sur ces modalités en mi-mai, à partir duquel il espère pousser les membres à un accord avant le 31 mai.

Des pays en développement s'opposent à la réduction des droits de douane en mettant en avant leur nécessité pour les économies en gestation

Dans son intervention devant le Groupe de travail, au nom de plusieurs pays africains et asiatiques (Égypte, Inde, Indonésie, Kenya, Malaisie, Maurice, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe ; TN/MA/W/31, disponible à : <http://docsonline.wto.org>), le Nigeria a rappelé que la conférence ministérielle de Doha avait posé le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements de réduction pour les droits de douane entre pays développés et pays en développement. Le Nigeria a déclaré au Groupe que les droits de douane sont un " instrument de politique industrielle intérieure " pour de nombreux pays en développement, et que les recettes tirées des droits de douane constituent une part significative de leurs recettes globales, consacrées à faire face à leurs dépenses de développement. " Il faudra des périodes de temps plus longues pour disposer de formes alternatives d'imposition qui puissent combler et compenser la perte de recettes douanières, " a ajouté le Nigeria. " Les droits de douane sont un outil pour les pays en développement, peut-être le seul, et si nous nous en privons, il ne nous restera plus aucune protection " a poursuivi la déclaration.

En règle générale, les pays en développement acceptent mal l'objectif de l'élimination des droits de douane, même à échéance lointaine, car ces droits constituent une part importante de leurs recettes publiques. Pour l'instant, aucune autre forme d'imposition n'est disponible pour les remplacer.

Les Etats-Unis ont contesté une telle affirmation en déclarant dans une étude qu'ils ont présentée que les droits de douane ne sont, pour les pays en développement, un moyen ni équitable, ni économiquement efficient pour collecter des recettes, car ils " ont tendance à fausser l'affectation des ressources et à transférer le fardeau fiscal vers les segments les plus pauvres de l'économie ". Cette étude souligne, comme l'on pouvait s'y attendre, les bénéfices de la

libéralisation des tarifs pour les pays en développement, quitte à leur accorder de longs délais jusqu'en 2015. Dans une présentation du 26 novembre 2002, les Etats-Unis avaient proposé l'abandon des droits de douane sur pratiquement la totalité des produits industriels et de consommation d'ici 2015, une perspective partagée par la Nouvelle Zélande.

Ceux-ci ont en effet averti qu'il leur serait difficile d'accepter l'élimination de la totalité des droits de douane comme objectif des négociations " même avec un élargissement des délais ". La Barbade, la Jamaïque et Trinidad-et- Tobago (TN/MA/W/30) se sont fait l'écho du groupe Afrique/Asie, en déclarant que les réalités économiques et le niveau de développement de chaque Membre devaient dicter le rythme auquel les réductions tarifaires auraient lieu.

Les pays en développement favorables à des modalités conformes au mandat de Doha pour une réciprocité qui ne soit pas totale

Les pays en développement sont en train de faire pression en faveur de modalités qui permettent des espaces pour une réciprocité qui ne soit pas totale. Selon la présentation de Barbados et al., les modalités de négociation ne doivent pas nécessiter des réductions tarifaires déraisonnables qui entraînent des perturbations économiques et sociales graves dans les petits marchés intérieurs. Selon eux, d'autres considérations importantes dans la formulation des modalités comprennent les taux de pourcentage pour les réductions tarifaires, le traitement spécial et différencié pour les produits et les secteurs sensibles, et des périodes de temps pertinentes pour la mise en œuvre en ce qui concerne les négociations globales. A Doha, les membres s'étaient accordés pour convenir de modalités de négociations pour la réduction ou, selon qu'il sera approprié, l'élimination des droits de douane, y compris les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. Les membres s'étaient en outre accordés en faveur d'une formule de négociations qui tienne compte des besoins et

intérêts spéciaux des pays en développement et pays les moins avancés participants, y compris au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction, conformément aux dispositions pertinentes de l'article XXVIIIbis du GATT de 1994.

Utilisant cette brèche accordée par la déclaration de Doha sur l'accès aux marchés, le groupe qui comprend le Nigeria a déclaré préférer une réduction linéaire en pourcentage des droits de douane. Le groupe a milité contre les approches par formules du type suisse, en déclarant que celles-ci avaient un impact plus grand sur les structures tarifaires des pays en développement. Dans une communication distincte, (TN/MA/W/10/Add.2), l'Inde a proposé une formule aux termes de laquelle la cible des réductions serait de 50% pour les pays développés et de 33% pour les pays en développement. L'Australie a laissé entendre qu'une formule linéaire ne prendrait pas en compte le mandat de l'élimination des crêtes tarifaires, des tarifs élevés et de la progressivité des droits de douane et a déclaré préférer une formule d'harmonisation, qui, selon elle, prendrait en compte ces questions.

Dans un autre document débattu au sein du Groupe (TN/MA/W/15/Add.2), le Japon s'est expliqué sur sa proposition de formules zéro pour zéro et d'harmonisation. L'approche du Japon s'est heurtée à l'opposition d'un certain nombre de pays, qui ont noté qu'elle excluait les pêcheries et les produits forestiers. La Malaisie et les Philippines ont souligné que les deux secteurs exclus étaient fortement protégés au Japon et que la proposition était " très intéressée ". La Nouvelle Zélande a mis en garde contre la flexibilité et l'exclusion de produits, car ceci pourrait être une " pente glissante " et a déclaré " qu'il serait difficile d'empêcher même les pays développés de demander l'exclusion sélective de produits sensibles ".

L'UE s'est pour sa part expliquée sur sa proposition visant à concentrer les droits supérieurs à 50% et en-dessous à une fourchette de 15 à zéro%. Son approche vise également à éliminer l'ensemble des droits de douane " ayant un caractère de nuisance "

(ceux de 2% et en-dessous) et à réduire les crêtes tarifaires et la progressivité des droits. Alors que la plupart des pays en développement sont d'accord pour la réduction des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits - qui sont souvent discriminatoires pour les produits à plus forte valeur ajoutée - ces pays avertissent que l'élimination des droits de douane ayant un caractère de nuisance ne devrait pas être considérée comme une concession équivalant à la réduction de droits plus élevés.

L'échec dans les négociations sur les modalités agricoles attise la réticence de certains membres et bloque les pourparlers sur l'accès aux marchés

Un certain nombre de pays, notamment le Chili, ont relié les pourparlers sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles à d'autres cadres de négociations pour fustiger l'attitude de l'UE qui, selon le Chili, n'a pas fait preuve de la même bonne volonté sur l'agriculture que celle qu'elle affiche en faveur du libre-échange des produits non agricoles. " Si la Commission européenne avait, pour l'agriculture l'ambition dont elle fait montre ici, ceci serait d'une grande aide pour le Cycle de Doha " a déclaré le Chili. D'autres pays latino-américains, dont le Brésil, ont laissé entendre que le blocage permanent dans les pourparlers sur l'agriculture à pourrait avoir des ramifications dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Selon une source latino-américaine, " Il est totalement irréaliste de convenir de modalités sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles sans accord sur [les modalités pour] l'agriculture ".

La prochaine réunion du Groupe de négociation de l'accès aux marchés est fixée au 28 mai.

NOUVELLES DE L'OMC

Commerce Et Environnement : Le Débat Sur Les Relations AEM-OMC Gagne En Maturité En Dépit Des Divergences Sur La Manière De Promouvoir Le Mandat

Les Membres de l'OMC se sont réunis les 1 et 2 mai pour une session spéciale (de négociation) du Comité du commerce et de l'environnement, où le débat s'est concentré sur la relation entre l'OMC et les 'Obligations commerciales spécifiques' (OSC) dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM). Bien que la question du statut formel d'observateur n'ait pas encore été tranchée, les secrétariats de six AEM liés au commerce étaient présents en tant qu'invités ad hoc, et ont répondu aux questions des membres. Les pays ont profité de cette occasion pour examiner plus attentivement comment définir une obligation commerciale spécifique, ainsi que d'autres aspects du mandat de l'environnement figurant dans la Déclaration ministérielle de Doha, bien qu'il y ait eu peu d'accord sur la manière de promouvoir le mandat ou sur le statut permanent des secrétariats des AEM dans les négociations.

Dans le paragraphe 31 de la Déclaration de Doha, adoptée en novembre 2001, les Membres ont convenu de négociations sur : (i) la relation entre les règles de l'OMC et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux ; (ii) des procédures d'échange de renseignements régulier entre les Secrétariats des AEM et les Comités de l'OMC pertinents, ainsi que les critères pour l'octroi du statut d'observateur ; et (iii) la libéralisation du commerce des produits et services environnementaux.

AEM-OMC : Approches divergentes

Les Membres ont continué leurs discussions sur la manière de déterminer ce qui constitue une OSC, quels AEM devraient être considérés, et à terme, comment clarifier la relation AEM-OMC. Un document du Secrétariat de l'OMC compilant les

présentations reçues jusqu'ici sur le paragraphe 31(i) (TN/TE/S/3/Rev.1, disponible à : <http://docsonline.wto.org>), ainsi qu'un tableau matriciel mis à jour sur les mesures relatives à un choix d'AEM (WT/CTE/W/160/Rev.2) ont été diffusés pour aider à étayer les discussions.

Une présentation de Hong Kong, Chine (TN/TE/W/28) qui a exposé l'expérience de ce pays dans la mise en œuvre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) aurait été favorablement accueillie par la plupart des Membres qui appuient une approche OCS. Néanmoins, un Membre a déclaré après la réunion qu'il était clair à présent qu'il fallait davantage de structure dans le débat sur les AEM, et a cité, comme solution possible, le regroupement des OCS dans certaines catégories, qui pourraient alors être prises en compte en tant que groupe.

La réunion a également montré que les pays en développement en particulier sont en train de s'engager davantage. La plupart des pays en développement ont eu tendance à considérer le mandat de l'environnement avec circonspection, et le voient essentiellement comme une question promue par les Européens. En conséquence, la plupart de ces pays cherchent à restreindre le mandat afin de l'empêcher de s'élargir pour inclure des questions qui pourraient limiter leur futur accès aux marchés. Ces pays bénéficient généralement, dans cette position, de l'appui des Etats-Unis et du Canada qui préconisent que les OCS soient spécifiques et obligatoires.

Selon la présentation de la Malaisie qui se fonde sur une approche relativement restreinte " [I]l ne peut y avoir qu'une seule catégorie d'obligations commerciales spécifiques, où les obligations commerciales sont obligatoires et spécifiques ". D'autres Membres (c'est à dire Etats-Unis, Canada et Inde) ont proposé l'examen de trois autres AEM identifiés comme contenant des obligations commerciales explicites, mais qui ne sont pas encore entrés en vigueur : Le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, la Convention de Stockholm

sur les polluants organiques persistants et la Convention de Rotterdam sur le consentement préalable en connaissance de cause.

Le Japon, qui a également présenté une proposition lors de la réunion (TN/TE/W/26), s'est servi de l'ensemble des six AEM dans son analyse. Le Japon a examiné le degré de latitude autorisé à chaque Partie à un AEM dans l'adoption de mesures commerciales aux fins de l'AEM en question. Dans sa présentation, le Japon a identifié deux catégories de mesures AEM liées au commerce qui pourraient être considérées comme des OCS : " (i) la mesure commerciale en question est explicitement prévue comme obligatoire aux termes d'un AEM ; et (ii) là où l'obligation de résultat' ou l'objectif de l'accord est explicitement prévu dans un AEM et où la mesure commerciale en question est identifiée dans cet AEM comme un moyen potentiel de faire face à cette obligation ".

Les AEM circonspects en ce qui concerne le rôle du Comité du commerce et de l'environnement

A la fin de la session, un responsable du Secrétariat d'un AEM s'est dit déçu de l'organisation, en déclarant que si les représentants du Secrétariat étaient heureux d'avoir été invités, il ne leur avait pas été donné l'occasion de faire des interventions, si ce n'est de répondre aux questions des Membres. " C'était une expérience, " a déclaré le responsable, " nous avons écouté et nous avons eu l'occasion de nous exprimer à la fin. Mais nous ne souhaitons pas être là simplement pour légitimer une décision éventuelle à l'OMC ". Certains Secrétariats des AEM ont en outre été limités dans leurs réponses aux questions, ont déclaré des sources, parce qu'ils n'étaient pas à même de donner des avis sans un mandat de leurs propres Membres.

Les Secrétariats suivants assistaient à la session : le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE), la Convention de Bâle ; la Convention relative à la diversité biologique (CDB) ; la CITES, l'Organisation internationale des bois tropicaux ; le Protocole de Montréal ; et la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCCC).

Echange de renseignements et statut d'observateur

Il a été demandé aux Secrétariats des AEM de quitter la session après le débat sur le paragraphe 31(i) concernant la relation entre les règles de l'OMC et les OCS, et ceux-ci n'étaient pas présents lors du débat qui a suivi sur le para. 31(ii), relatif à l'échange de renseignements et au statut d'observateur. Si le para. 31(ii) contient le sous-thème sensible des critères pour l'octroi du statut d'observateur aux AEM, la session s'est plutôt concentrée sur les procédures d'échange de renseignements régulier entre les Secrétariats des AEM et les Comités pertinents de l'OMC. Un responsable d'AEM a constaté que ceci était assez paradoxal et s'est demandé comment ils étaient censés comprendre l'échange de renseignements s'ils n'étaient même pas autorisés à être présents dans la pièce.

Dans une proposition présentée sur le para. 31(ii), la Suisse (TN/TE/W/30) a fourni un certain nombre de suggestions, notamment l'institutionnalisation des sessions d'échange de renseignements avec les AEM à l'OMC ; des sessions d'échange de renseignement entre le Comité du commerce et de l'environnement et les AEM sur des sujets spécifiques du mandat de Doha ; l'adaptation des sites web existants ; et des directives pour l'octroi du statut d'observateur. Le point de savoir si les Secrétariats des AEM seraient de nouveau invités à la prochaine session est resté imprécis, étant donné l'impasse actuelle concernant le statut d'observateur dans les sessions de négociation de Doha. La prochaine réunion de la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement est fixée au 8 juillet, et du fait qu'elle sera essentiellement axée sur la finalisation du rapport de l'organe à la Conférence ministérielle de Cancun en septembre, il est peu probable qu'elle implique les Secrétariats des AEM. Des consultations informelles auront lieu le 22 mai, et à ce stade, on s'attend à ce que la représentation des AEM soit abordée, particulièrement en ce qui concerne la session d'octobre.

Quelles approches pour les biens et services environnementaux

Durant les discussions sur le para. 31(iii) relatif aux biens et services environnementaux, les pays ont, pour la plupart, réitéré les positions préalablement énoncées sur les biens environnementaux. Le Kenya a toutefois suggéré que les Membres aillent au-delà des définitions actuelles des biens environnementaux - qui pour le moment reposent sur les listes du Forum de l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) et de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) - pour inclure des produits qui intéressent les pays en développement du point de vue des exportations. Le Kenya renvoyait en particulier aux biens tels que les produits agricoles bio et a indiqué qu'il projetait de présenter sa liste lors de la prochaine réunion de la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement. Les Etats-Unis ont dit au Kenya qu'ils étaient intéressés et souhaitaient explorer cette idée. Selon une source, une telle initiative bénéficierait probablement de l'appui de la CE et de la Suisse, et pourrait être acceptable pour d'autres pays développés. Toutefois, certains autres pays en développement qui craignent que la définition ne soit élargie pour y inclure des biens produits de manière soucieuse de l'environnement (ou procédés et méthodes de production - PMP) résisteraient probablement à une telle initiative, a déclaré la source.

Session normale du Comité du commerce et de l'environnement

Le Comité du commerce et de l'environnement s'est réuni pour sa session normale les 29-30 avril, session durant laquelle les délégués se sont concentrés sur le mandat 'non négociation' contenu dans la déclaration de Doha. La session a examiné une présentation de la CE sur les ADPIC et la CDB (EC, WT/CTE/W/223), et sur l'éco-étiquetage fondé sur une approche du cycle de vie (WT/CTE/W/225), une proposition japonaise sur les subventions aux pêcheries et sur la sur-pêche (WT/CTE/W/226), et des présentations sur les aspects environnementaux des pourparlers de la Série de négociations de Doha sur les règles

(WT/CTE/GEN/10) et les services (WT/CTE/GEN/11). De nombreux Membres ont déclaré à la CE que l'éco-étiquetage devait être pris en compte au Comité des obstacles techniques au commerce et qu'une ambiguïté subsistait sur l'analyse du cycle de vie. Il a été demandé au Japon, par la grande majorité, de soulever sa question au sein du Groupe de négociation sur les règles, sous la rubrique des subventions aux pêcheries.

Libéralisation Des Services : Les Quinze Approuvent Les Propositions De La Commission Européenne Et Maintiennent L'Exclusion Des Services Publics.

L'Union européenne a présenté le 28 avril dernier à Bruxelles les secteurs qu'elle compte ouvrir à la libéralisation dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services. Ces propositions soumises un mois après le délai de référence du 31 mars, excluent cependant les services publics et sont, selon l'UE, favorables aux pays en développement.

Arrivés à la date du 31 mars convenue par mes membres de l'OMC pour soumettre définitivement leurs offres de libéralisation conformément au mandant de Doha, très peu de pays avaient présenté leurs offres au Conseil du commerce des services. Ces pays sont essentiellement des pays développés dont les plus représentatifs sont l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis. A cette date, les Quinze de l'UE n'avaient pas encore réussi à s'entendre sur les secteurs et les modalités de leur ouverture.

Après deux mois de discussions, c'est finalement le 29 avril que les membres de l'UE ont approuvé les propositions qui leurs ont été faites par le commissaire européen au commerce Pascal Lamy. A travers ces offres, l'UE, première importatrice et exportatrice de services avec 24 % du marché mondial, propose une plus grande ouverture à la libéralisation dans des secteurs tels que les télécommunications, la banque ; l'assurance, les

services environnementaux, la distribution, la construction et les agences de presse et de tourisme.

La proposition européenne exclut en revanche la santé, l'éducation et l'audiovisuel. De l'avis du commissaire européen lui-même, la décision d'exclure les services publics découle d'un choix tactique qui consiste à faire une offre qui tienne compte du débat politique en cours en Europe.

En ce qui concerne le débat de fond entre les quinze, il y a eu quelques modifications techniques à la marge par rapport aux propositions initiales. Le gros des discussions a cependant porté sur l'initiative de la Commission européenne qui consiste à ouvrir certains secteurs au transfert provisoire de personnes, suite à une demande des pays en développement. Il s'agit concrètement pour les firmes étrangères s'implantant sur le territoire de l'UE d'y envoyer pour une durée limitée des personnes. La durée de ces séjours n'excéderait pas six mois et seuls quelques secteurs seraient concernés, comme l'ingénierie ou les services électroniques et de conseil.

Cette initiative qui touche à la politique d'immigration a cependant suscité beaucoup de réserves de la part notamment de la France et de l'Espagne. Sur ces questions, ces pays ont préconisé que la notion de test de nécessité économique soit appliquée au préalable. Pour tempérer leur méfiance, la Commission a proposé la notion d'engagement limitatif pour remplacer le test. Il s'agit d'engagements minimaux pris par ces pays pour la venue de personnes. Les modalités de ces engagements minimaux restent cependant à négocier et le nombre de travailleurs pouvant entrer dans l'UE sera discuté à l'OMC.

Services publics

L'Union européenne a réaffirmé sa volonté de ne faire aucune offre dans le domaine des services publics lors des pourparlers. L'UE qui a des intérêts offensifs forts dans ces négociations - les services représentent environ 2/3 du PIB de l'UE et plus de 67 millions d'européens sont employés dans des services commerciaux - a en effet décidé

de présenter une offre initiale conséquente afin de maintenir l'élan des négociations et sécuriser les intérêts européens. Mais dans le même temps, cette offre n'affecte, selon la Commission européenne, ni la fourniture de services publics au sein de l'Union européenne, ni le droit de l'UE de réguler les secteurs de services publics, et lui garantit le droit de définir les cadres réglementaires appropriés. Ainsi l'Union européenne confirme sa position à l'égard du secteur audiovisuel pour lequel elle ne prend aucun engagement, et ne propose pas d'engagements dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Le débat sur une éventuelle libéralisation des services publics a une dimension politique importante en Europe. Les Ong et organisations de la société civile en général craignent que la libéralisation n'affecte négativement l'offre ou la qualité des services publics et autres services d'intérêt général. Elles craignent en outre que les pourparlers en cours ne fassent indûment pression sur les gouvernements, des pays en développement par exemple, pour qu'ils adoptent des prescriptions de l'AGCS en matière d'ouverture des marchés qui entraîneraient une libéralisation pratiquement irréversible et la privatisation des services, y compris les services publics et autres services d'intérêt général.

Le contexte

Les négociations actuelles sur l'AGCS, qui ont débuté en 2000, invitaient les membres de l'OMC à présenter leurs demandes d'engagements spécifiques de la part des autres membres avant le 30 juin 2002 et de proposer leurs offres initiales aux autres membres avant le 31 mars 2003. L'Union européenne a présenté ses requêtes en juillet 2002 et a reçu, selon le calendrier prévu, des demandes émanant de 27 pays (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée, Egypte, Etats-Unis, Hong-Kong, Inde, Japon, Kenya, Malaisie, Mali, Ile Maurice, Mexique, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Singapour, Suisse, Taïwan, Uruguay).

Le projet d'offres propose d'ouvrir plus en profondeur à la concurrence étrangère des secteurs

tels que les services professionnels, les services informatiques, autres services aux entreprises, les services postaux, les services de télécommunications, les services de distribution, les services environnementaux, les services financiers, les services liés au tourisme ou les services de transport.

Conseil des ADPIC: Controverse sur les possibilités d'extension des indications géographiques

Pendant sa session spéciale du 29-30 avril, le Conseil des Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle liés au Commerce (ADPIC) a continué les négociations sur l'établissement d'un registre multilatéral d'indications géographiques pour les vins et spiritueux, basé sur un premier projet de texte distribué le 16 avril par l'Ambassadeur EUI-YONG CHUNG, président du Conseil. La question controversée concernant la mise en oeuvre d'un niveau élevé de protection aux indications géographiques autres que les vins et spiritueux a surgi pour la première fois durant les négociations. Cette question a été introduite par la Bulgarie et a été soutenue par un certain nombre de pays.

Dans l'Accord sur les ADPIC, on entend par indications géographiques " des indications qui servent à identifier un produit comme étant originaire du territoire d'un Membre, ou d'une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique" (article 22, paragraphe 1). Des protections complémentaires existent déjà pour les vins et spiritueux (par exemple, le champagne, Bordeaux et le Cognac). Quelques pays (principalement en Asie, Europe et Afrique) voudraient que cette protection soit étendue à d'autres produits (par exemple, le riz Basmati, le thé Darjeeling ou le fromage Camembert). Dans la Déclaration de Doha, les Membres ont consenti à achever les négociations sur un système multilatéral

d'indications géographiques pour vins et spiritueux d'ici à la Cinquième Conférence Ministérielle de l'OMC qui aura lieu en septembre 2003 à Cancun.

Le texte du président reflète des positions divergentes

Les avis des Membres sur le projet de texte ont suivi les positions habituelles, qui sont aussi reflétés dans le texte lui-même sous forme d'options diverses (étiquetées A, B et B1 et B2). L'option A présente les vues des pays tels que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Chili, l'Argentine, le Japon (etc.). Ces derniers cherchent un système non obligatoire qui n'exige pas que les Membres protègent des termes enregistrés. Ainsi, le registre fonctionnerait comme une base de données qui pourrait être consulté par un Membre " lors de décisions relatives à l'identification et la protection d'indications géographiques pour les vins et spiritueux ". Les Membres non-participants "seraient encouragés, mais ne seraient pas obligés" à employer le système comme une source d'information.

Par contre, les pays européens préfèrent l'option B, qui permettrait aux Membres de contester les enregistrements proposés et exigeraient que les termes enregistrés soient protégés dans tous les Etats membres de l'OMC, y compris des Membres non-participants. De plus, l'option B1 proposée par l'UE prévoit des consultations bilatérales en cas de conflit et l'option B2 proposée par la Hongrie et soutenue par la Suisse suggère de régler les conflits non résolus par l'arbitrage.

Hong Kong/Chine a suggéré une proposition de compromis qui vise à fournir " un modèle alternatif " pour établir le système multilatéral (TN/IP/W/8, disponible à <http://docsonline.wto.org/>). Le texte propose de laisser la protection se déterminer au niveau intérieur (d'après l'option A). Selon l'UE et d'autres pays, ce texte est " trop volontaire ". Les partisans de l'option A étaient généralement plus favorables à cette proposition, mais ils ont exprimé des préoccupations par rapport à certains détails, y compris concernant une suggestion selon laquelle l'enregistrement dans le système serait considéré comme une évidence " prima facie " dans le

système légal interne d'un Membre. De plus, la soumission contient une évaluation des dépenses d'enregistrement, qui devrait s'élever à USD 180 par période.

La Bulgarie soulève la question de l'extension des indications géographiques

Pour la première fois durant les négociations, la Bulgarie a soulevé la question de l'extension des indications géographiques en suggérant de remplacer toutes les références "aux vins et spiritueux" dans le projet de texte par des produits "protégé sous l'Article 23 de l'Accord des ADPIC". Cette formulation, qui a été soutenue par l'UE, la Suisse, le Kenya, l'Inde, la Thaïlande et d'autres, permettrait au système multilatéral d'être étendu à d'autres produits que les vins et spiritueux et aux Membres d'accepter l'étendue d'un niveau plus élevé de protection sous l'Article 23. Les opposants à l'extension des indications géographiques, y compris les Etats-Unis, l'Australie, le Chili et d'autre, se sont fortement opposés à la proposition, soutenant qu'elle s'étend au-delà du mandat des négociations (Article 23.4 de l'Accord des ADPIC et Article 18 de la Déclaration Doha). Les discussions sur l'extension des indications géographiques continuent à profondément diviser les Membres de l'OMC dans le Conseil des ADPIC.

L'Australie concernée par l'enregistrement des "expressions traditionnelles"

Parmi les questions controversées, l'Australie a exprimé ses préoccupations concernant la tentative d'enregistrement par l'UE "des expressions traditionnelles" (comme "le rubis", "le millésime", etc.) dans le système multilatéral. Selon ce pays, ces préoccupations sont, entre autres, basées sur des efforts législatifs entrepris par l'UE pour protéger de telles expressions. L'Australie a appelé les Membres à officiellement reconnaître que de telles expressions "ne constituent pas la propriété intellectuelle". Dans une communication soumise au Conseil des ADPIC, l'UE a réitéré une déclaration précédente selon laquelle des expressions traditionnelles "ne pourraient jamais être dans le registre multilatéral".

La pression sur l'UE monte à propos des règles relatives aux indications géographiques

L'Australie a demandé des consultations avec l'UE sur son système de protection des indications géographiques, prétendant que celui-ci a violé l'Accord de l'OMC sur les Obstacles Techniques au Commerce (OTC) et l'Accord sur les ADPIC en discriminant les produits externes à l'UE et en sapant les droits exclusifs aux marques déposées. L'Australie a aussi joint en tant que tierce partie la plainte des Etats-Unis contre le système de l'UE. Les Etats-Unis ont ainsi actualisé le 5 avril une vieille plainte de l'OMC datant d'il y a trois ans, soutenant que le système de l'UE a violé le traitement national et les obligations des nations les plus favorisées de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Accord sur les ADPIC. Dans le communiqué de presse annonçant la plainte, les Etats-Unis ont explicitement mis en évidence la question d'extension des indications géographiques, notant que "l'UE fait actuellement pression pour une protection complémentaire pour ses indications géographiques dans l'Agenda de Développement de Doha tout en ne remplissant pas ses obligations de protection des indications géographiques des autres Membres de l'OMC".

La dernière session spéciale du Conseil des ADPIC est fixée pour le 2 et 3 juillet. On s'attend à ce que le Président tienne des consultations informelles dans les prochaines semaines dans un effort de compiler un texte simple sans options par la réunion du mois de juillet.

Le texte du Président est disponible en anglais sur http://www.iprsonline.org/ictsd/docs/wto_JOB0375.pdf. Les soumissions de la session spéciale peuvent être recherchées sur <http://docsonline.wto.org/> en utilisant TN/IP/W/* comme symbole pour les documents.

SUR LE FIL

Conférence De L'OCDE Sur Le Commerce Et L'Investissement : De Grandes Ambitions Qui Débouchent Sur Peu De Résultats

Une conférence internationale sur le commerce et l'investissement s'est tenue à Dakar, au Sénégal, du 23 au 25 avril 2003 sous l'égide de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Près de sept cents experts se sont retrouvés dans la capitale sénégalaise pour réfléchir sur la problématique de l'investissement et du commerce en Afrique, afin de voir par quelles voies le continent pourrait tirer bénéfice de la mondialisation. Cette rencontre a été une nouvelle occasion pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le continent noir au moment où, comme l'a annoncé le président Wade qui a présidé l'ouverture des travaux, l'attention de la communauté internationale est tournée vers " la reconstruction de l'Irak ". Le chef de l'Etat sénégalais, un des initiateurs du NEPAD, a aussi mis l'accent sur la répartition des richesses de plus en plus inégales au niveau global

La première journée a été consacrée à la dimension de la politique nationale. Les participants ont discuté, tour à tour, du cadre de la politique nationale pour l'investissement direct étranger, du renforcement des capacités permettant de tirer partie des activités des firmes multinationales et des stratégies opérationnelles pour la promotion de l'investissement et du commerce. En matière d'investissement, le cadre de la politique nationale mis en place par les gouvernement recouvre une large palette d'activités ayant un lien avec le commerce. Celles-ci vont des réglementations en générales aux services publics, en passant par les politiques macroéconomiques et les incitations etc.

La deuxième journée a porté sur la dimension régionale. Les ateliers ont été consacrés à une

réflexion de fond sur les initiatives régionales de promotion du commerce et de l'investissement, la normalisation des pratiques de la promotion de l'investissement et le renforcement des capacités des entreprises multinationales. S'il a été communément admis que les négociations au niveau régional des règles du commerce et de l'investissement présentent l'avantage de permettre à des pays ayant les mêmes caractéristiques socio-économiques et des approches historiques similaires de faire preuve de plus de flexibilités et de sélectivité dans l'application de ces règles, les participants ont néanmoins reconnu que les pays africains avaient encore des difficultés pour articuler les stratégies nationales aux initiatives régionales.

Le troisième et dernier jour a été consacré à la réflexion sur la dimension multilatérale du commerce et de l'investissement. Cette session avait pour entre autres objectifs d'examiner le rôle du cadre de politique internationale pour le commerce et l'investissement, ainsi que sa pertinence pour les pays africains.

Faible niveau d'investissement en Afrique

L'Afrique est marginalisée tant au niveau des flux commerciaux que des flux financiers. Malgré la reprise des investissements privés, la part de l'Afrique dans les investissements directs est passée de 3% au début des années 1990 à moins de 2% en 2000. Or, au cours des dix dernières années, les flux mondiaux d'investissements étrangers directs (IED) n'ont cessé de s'amplifier, passant de 209 milliards de dollars en 1990 à 1300 milliards de dollars en 2000. Contrairement à ce qui s'est passé sur la plupart des autres continents, les investissements à destination de l'Afrique ont diminué en 2000, passant pour la première fois, depuis le milieu des années 90, de 10,5 milliards à 9,1 milliards de dollars. Les flux d'investissement ont ensuite évolué à partir de 2001, mais d'une évolution trompeuse car essentiellement portée par de gros investissements réalisés en Afrique du Sud et au Maroc, selon un rapport de la CNUCED publié en 2002. Ces deux pays ont reçu pas moins de 9 milliards de dollars sous forme de participation à des entreprises.

Devant cet état de fait, et dans un contexte où l'épargne est quasi inexistante et les investisseurs locaux rares, les participants ont été unanimes à reconnaître que l'Afrique doit accélérer ses réformes pour capter davantage d'investissement. C'est le prix à payer pour devenir une zone d'attraction par excellence des investissements.

Mais augmentation du flux des investissements ne rime pas toujours avec croissance économique et réduction de la pauvreté. En effet, l'hypothèse que la libéralisation des règles de l'investissement va mener à une augmentation du taux d'investissement ou à une plus grande qualité de l'investissement, qui soutiendra le développement durable en Afrique est loin d'être vérifiée. La concentration de la quasi totalité des investissements en Afrique dans des secteurs cloisonnés tels que l'exploitation énergétique et minière ou le rachat d'entreprises publiques privatisées montre que ceux-ci ne sont pas en mesure d'élever durablement le niveau de vie des populations africaines. Ils ne se sont traduits ni par des effets économiques notables ni par des transferts réels de technologies. Au contraire, ils engendrent des problèmes environnementaux graves pour les populations locales. De tels investissements ne peuvent profiter qu'aux firmes multinationales à la recherche de cadres sécurisés et d'avantage liés aux coûts réduits de main d'œuvre.

Les objectifs inavoués de l'OCDE et la réaction des ONG

Des organisations non gouvernementales présentes à la conférence se sont interrogées tant sur les objectifs que sur les résultats attendus par l'OCDE. En replaçant la conférence de Dakar sous l'éclairage de multiples autres initiatives de l'OCDE, l'on se rend compte que ni le thème - articulation entre commerce et investissement - , ni le lieu - Dakar joue un rôle moteur dans la promotion du NEPAD et dans le plaidoyer pour que l'IDE s'intéresse à l'Afrique - ne sont neutres.

Les ONG et les mouvements de la société civiles représentés dans la conférence par ENDA Tiers Monde et le bureau régional d'OXFAM G.B ont en effet, à travers une déclaration publiée au

deuxième jour des travaux, exprimé leur craintes de voir la conférence s'inscrire dans le contexte de la pression des pays riches, destinée à pousser les pays pauvres à ouvrir davantage leurs économies déjà vulnérables. L'on se rappelle qu'en 1998, l'OCDE avait proposé un Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), accord essentiellement favorable aux droits des entreprises multinationales et qui avait été massivement rejeté par la société civile internationale et certains gouvernements.

Depuis, l'Union européenne, soutenu par le Japon et d'autres pays développés, pousse pour la re-localisation de l'investissement à l'OMC et essaye d'obtenir l'ouverture de négociations sur la libéralisation de l'investissement lors de la prochaine ministérielle de l'OMC à Cancun, du 10 au 14 septembre 2003. Alors que les pays riches veulent soumettre les pays en développement à des obligations juridiques, ils proposent au contraire des codes volontaires pour les grandes sociétés multinationales.

Contrairement à l'OCDE dont l'ensemble des interventions est sous-tendue par des options libérales visant de plus en plus de dérégulation, les ONG, invoquant l'exemple de pays tels que la Corée du Sud et la Chine qui ont pu tirer avantage de l'IDE, montrent toute l'importance d'un cadre de régulation et d'un rôle actif de l'Etat dans le choix et l'orientation de l'investissement. Elles montrent aussi que l'existence d'un tissu local diversifié d'entreprises est une condition primordiale pour aboutir à des articulations positives entre l'économie locale et les investissements étrangers.

Selon ENDA Tiers Monde et OXFAM, une certaine forme de régulation des flux d'investissement internationaux est certes nécessaire. Elles estiment toutefois que l'OMC n'est pas la meilleure enceinte pour une telle régulation. Les investissements directs étrangers ne sont réellement profitables aux pays pauvres qui les accueillent que lorsqu'ils s'intègrent aux choix publics et respectent les normes sociales et environnementales d'une part, et contribuent d'autre part, au développement d'un tissu industriel national, moteur d'une croissance durable.

Jusqu'ici, les discussions engagées à l'OMC sur ces questions n'ont pas réussi à trouver un équilibre entre les droits et les obligations des investisseurs, notamment en matière d'environnement, de développement durable, ainsi que sur d'autres questions d'intérêt pour les pays en développement.

Si un accord multilatéral en venait à être obtenu, il y aura une réduction de la marge politique nécessaire à la mise en œuvre de politiques nationales et d'objectifs de développement durable. Par exemple : Des mesures de sauvegarde pour préserver les balances de paiement, généralement plus nécessaires pour les pays en développement et les PMA que pour les pays développés, ne seront plus admises que dans des cas exceptionnels ; Les critères de performance pour les investisseurs étrangers (tel que création d'emploi ou l'utilisation des matières locales) ne seront plus possibles ; La discrimination en faveur des investisseurs locaux ne sera plus admise.

Pour les ONG, un accord multilatéral sur l'investissement doit être précédé d'un ensemble de conditions qui visent à garantir la responsabilité des acteurs privés, à exiger des engagements pour des actions en amont en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique pour promouvoir l'autonomie des gouvernements dans leurs politiques d'accueil des investissements.

UE/CEDEAO : Début Des Négociations En Septembre Prochain En Vue D'Un APE

Les négociations des Accords de Partenariat Economique entre des régions des ACP et l'UE ont été lancées en septembre 2002. Après une première phase de travaux avec l'ensemble du groupe ACP, les négociations régionales devraient débuter à partir de septembre 2003. Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont déjà pris la décision de négocier un APE avec l'UE lors de leur conférence de décembre 2001.

A cet effet, une réunion ministérielle entre la CEDEAO et la Commission Européenne s'est

tenue à Accra le 24 avril 2003. La réunion a permis de procéder à des échanges sur la Phase I (Tous ACP) ainsi que sur les préparatifs liés au démarrage en septembre 2003 de la Phase II (régionale) desdites négociations. La région Afrique de l'ouest était représentée par le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO, la Commission de l'UEMOA et les Ministres du Commerce et des Finances des Etats membres de la CEDEAO. La Commission Européenne était représentée par le Commissaire au commerce qui a décliné son objectif en ces termes : " imprimer un nouvel élan aux négociations actuellement menées avec les pays des régions ACP pour les aider à mieux s'insérer dans le système commercial mondial. L'Afrique de l'Ouest s'est déjà exprimée en faveur de l'ouverture des négociations avec l'UE et nous devrions examiner quels pourraient être les éléments et le calendrier de la négociation pour un Accord de Partenariat Economique entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE ".

Faire des APE des instruments de développement

La CEDEAO a rappelé son objectif d'établir une union économique en Afrique de l'Ouest, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations, de maintenir et d'améliorer la stabilité économique, de renforcer les relations entre les Etats membres et continuer à oeuvrer au progrès et au développement du continent africain. Partant des liens qui existent entre les APE et le processus d'intégration régionale, la CEDEAO a indiqué que les deux premières priorités de la région sont la mise en place effective de la zone de libre échange et la création de l'union douanière.

La CEDEAO et la Commission Européenne ont réaffirmé que l'accord de partenariat économique est avant tout un instrument de développement pour créer un marché régional comme étape nécessaire pour faciliter l'intégration harmonieuse et graduelle de la région dans l'économie mondiale. Ils ont déclaré que les négociations de l'accord devront tenir compte des priorités de développement de la région afin d'assurer son développement durable et contribuer à l'élimination de la pauvreté. A cette fin, ils ont souligné l'importance d'assurer la coordination et la

complémentarité entre la mise en oeuvre du programme indicatif régional et les négociations de l'accord de partenariat économique et de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il entre en vigueur le 1er janvier 2008.

Agenda et Programme de travail

Dans la perspective du démarrage des négociations régionales en septembre 2003, les deux parties ont insisté sur la nécessité d'accélérer les préparatifs y relatifs. A cet égard, l'Afrique de l'Ouest a retenu d'organiser une prochaine réunion ministérielle en juillet 2003. Les deux parties ont également reconnu l'importance des discussions de la première phase tous ACP et de maintenir la cohérence et la transparence entre les différentes négociations régionales.

Compte tenu des échéances, la réunion ministérielle conjointe a mandaté le groupe technique de contact de procéder aux échanges et aux consultations nécessaires à la bonne poursuite des préparatifs. Elle lui a notamment demandé de faire des propositions sur la structure des négociations, les travaux d'analyse complémentaires et un calendrier prévisionnel de travail qui seront soumis aux ministres. Le groupe de contact doit aussi procéder à l'identification des besoins en matière de ressources financières et d'assistance nécessaire à la préparation et à la conduite des négociations de la phase 2.

La CEDEAO et la Commission Européenne ont réaffirmé leur engagement pour réaliser, lors de la cinquième conférence de l'OMC à Cancun en septembre 2003, des progrès substantiels dans les domaines devant permettre de faire du programme post-Doha un véritable round de développement.

Sources : <http://www.acpsec.org/>

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements de l'OMC

A l'OMC

15 - 16 mai, OMC , Genève, réunion du Conseil général

16 mai, OMC, Genève, Comité du commerce et des services financiers

19 mai, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

19 mai, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale

20 - 21 mai, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale

21 mai, OMC, Genève, Sous-comité sur les pays les moins avancés

26 - 28 mai, OMC, Genève, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

2 - 3 juin, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises, facilitation du commerce

5 - 6 juin, OMC, Genève, Groupe de travail sur le commerce, la dette et les finances

10 - 12 juin, OMC, Genève, Groupe de travail sur les relations entre le commerce et l'investissement

16 - 18 juin, OMC, Genève, Symposium : " les défis à relever d'ici la conférence ministérielle de Cancun ". Pour plus d'informations, visiter : http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/symp_de_vagenda_03_f.htm

18 - 20 juin, OMC, Genève, Groupe de travail sur les règles

19 juin, OMC, Genève, symposium sur les marchés publics. (Organisé par l'OMC à l'intention de représentants des gouvernements Membres. Les documents seront diffusés après le symposium).

Evènements ailleurs

12 - 16 mai, Rome, Italie, 29ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO. Pour plus d'informations <http://www.fao.org/Unfao/bodies/cfs/cfs29/cfs2003-f.htm>

12 - 19 Mai, Rome, Italie, 29ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Contact : <http://www.fao.org/Unfao/bodies/cfs/cfs29/cfs2003-f.htm>

14 - 15 Mai, Bruxelles, Belgique, 77ème session du Conseil des ministres ACP, contact : www.acpsec.org

14 - 15 mai ; Genève, Suisse, Colloque sur le Nepad : "Politiques et stratégies du NEPAD Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique", IUED, renseignements et inscription Tél. (022) 906 59 89 - Fax : (022) 906 59 94 Pape.Diouf@iued.unige.ch - Jean-Pierre Gontard@iued.unige.ch

14 - 15 Mai ; Genève, Suisse, 2ème Forum international sur la facilitation du commerce - le partage des gains des gains de la globalisation dans un nouvel environnement sécuritaire. contact Forum Coordinator Mario Apostolov, tel: +41 22 9171134; fax: +41 22 9170034; e-mail: mario.apostolov@unece.org; internet: <http://www.unece.org/trade/forums/forum03/index.htm>.

15 - 16 mai, Paris, France, Conférence annuelle de la Banque mondiale en Europe sur l'économie du développement (ABCDE - Europe). Pour plus d'informations, visiter : <http://wbln0018.worldbank.org/EURVP/web.nsf/Pages/ABCDE-Europe>

19 - 23 Mai, Rome, Italie, Consultation mixte FAO/OMS d'experts de l'évaluation des risques microbiologiques, Contact : M.L. Costarrica G. Code de la réunion: ESN-805 1, <http://www.fao.org/events/index.asp?LANG=FR>

19 - 23 Mai, Bonn, Allemagne, International Conference on Rural Livelihoods, Forests and Biodiversity, Contact: William Sunderlin, Telephone: 251-622-622 Fax: 251-622-100, Email: w.sunderlin@cgiar.org, Web Site:

http://www.cifor.cgiar.org/shared/template/liveliho_odconference.asp

21 - 23 mai, Milos, Grèce, Sustainable Development Indicators in the Mineral Industries, Contact: Christian Dude, Telephone: Email: dude@bbk1.rwth-aachen.de Web Site:

<http://www.heliotopos.net/conf/sdimi2003/>

26 mai - 6 Mai, Genève, Suisse, 3ème session du forum des Nations Unies pour les forêts, UNFF3, Contact: Mia Soderlund, UNFF Secretariat Telephone: 1-212-963-3262

Fax: 1-212-963-4260 Email: unff@un.org Web Site: <http://www.un.org/esa/sustdev/forests.htm>

26 - 30 mai, Prétoria, Afrique du Sud, Conference on Technology and Management for Sustainable Building, Contact: Glaudin Kruger, Coordinator SBE3

Telephone: 27-28-316-2905 Fax: 27-28-316-4658, Email: kruger@jaywalk.com

Web Site: <http://www.sustainablesettlement.co.za/events/sbe2003.html>

<http://www.sustainablesettlement.co.za/events/sbe2003.html>

1 - 3 Juin, Evian les Bains, France, Sommet du G8, Web Site: <http://www.g8.fr>

2 - 3 Juin, Mexico, Mexique, Monterrey bridge coalition Mexico action summit, Contact: Secretariat-Monterrey Bridge Coalition, Future Harvest Foundation

Telephone: 1-202-223-1313 Email: Web Site: <http://www.futureharvest.org/>

<http://www.futureharvest.org/>

9 - 13 Juin, Rome, Italie, Consultation d'experts sur les bBonnes pratiques agricoles: gérer la transition vers l'agriculture durable, Contact : B. Haight, <http://www.fao.org/events/index.asp>

11 - 13 Juin, Durban, Afrique du Sud, Sommet économique pour l'Afrique 2003, Contact: World Economic Forum, Telephone: 41-22-869-1212, Fax: 41-22-786-2744, Email: africasummit@weforum.org, Web Site:

<http://www.weforum.org/site/homepublic.nsf/Content/Africa+Economic+Summit+2003>

<http://www.weforum.org/site/homepublic.nsf/Content/Africa+Economic+Summit+2003>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

Alternatives Sud, Le pouvoir des transnationales Le point de vue du Sud Vol IX (2002) I Centre Tricontinental/L'Harmattan, 324 pages

CETIM, Le Droit au développement, 2002
<http://www.cetim.ch/>

CETIM : AMI : Attention, un accord peut en cacher un autre, <http://www.cetim.ch/>

CREPAO, Administrer l'environnement en Afrique : gestion communautaire, conservation et développement durable / sous la dir. de Daniel Compagnon et François Constantin, Paris : Karthala ; Nairobi : IFRA, 2000

Falquet, F : **Ecologie : quand les femmes comptent**, Paris, L'Harmattan, 2002.

Les analyses et les initiatives des femmes sont aux croisements des problématiques de genre et de développement durable, que ce soit en ce qui concerne l'agro-diversité, la gestion urbaine, la santé environnementale ou la création d'indicateurs. Cette préoccupation commune des femmes transcende leurs différences nationales, culturelles ou de classes ; elle a suscité de multiples réseaux de réflexion et d'actions collectives qui s'amplifient à l'échelle de la planète. Ce livre est un regard sur le savoir-faire des femmes sans lequel l'écologie resterait à être inventée.

OCDE, La libéralisation du secteur de la pêche: Sa portée et ses effets, Avril 2003

Les précédents cycles de négociations multilatérales sur le commerce international ont abouti à des résultats positifs pour le commerce des produits de la mer. Il reste cependant un certain

nombre de mesures qui entravent le commerce. Une plus grande libéralisation peut-elle être envisagée dans le secteur mondial des pêches ? Quelles sont les principales mesures relatives au marché et aux échanges sur lesquelles doit porter l'attention des décideurs de l'action publique ? Qu'implique davantage de libéralisation des échanges pour la durabilité des ressources ? Cette publication passe en revue les principaux changements qui ont affecté le secteur de la pêche mondiale et présente une analyse en profondeur des perspectives d'avenir et des effets potentiels d'une plus grande libéralisation du marché dans ce secteur. <http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/EN/product/532003022P1>

OCDE, Vers des pêcheries durables: Aspects économiques de la gestion des ressources marines vivantes, Avril 2003

L'état actuel des ressources marines vivantes est un problème qui exige des solutions urgentes. Mais le choix d'instruments de gestion efficaces se révèle difficile, car l'effet de chaque instrument dépend de nombreux facteurs biologiques, techniques, économiques et sociaux. Cette étude analyse les résultats découlant de l'application de différents régimes de gestion dans plus de 100 zones de pêche des pays de l'OCDE. Elle offre, pour la première fois, une évaluation globale de leurs performances économiques respectives <http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/EN/product/531997012P1>

OCDE, Perspectives économiques en Afrique 2002/2003. Le rapport annuel sur les Perspectives économiques en Afrique présente l'évolution probable à court terme de 22 pays africains. Ce projet conjoint de la Banque africaine de développement et du Centre de Développement de l'OCDE, financé à l'origine par la Commission européenne, apporte une contribution positive au processus du NEPAD, en mobilisant les entreprises privées et en encourageant le dialogue social. <http://www.oecd.org/FR/document/0,,FR-document-0-nodirectorate-no-15-40667-0,00.html>

OCDE, L'opinion publique contre la pauvreté, Avril 2003

McDonnell, Solignac Lecomte et Wegimont (2003) montrent que dans les pays membres du CAD/OCDE, le soutien de l'opinion publique à l'aide consentie aux pays pauvres n'a pas faibli depuis près de vingt ans. Il n'y a pas de lassitude à l'égard de l'aide. On en veut pour preuve le fait que les dons aux ONG qui s'occupent d'aide d'urgence et de développement augmentent régulièrement même si, pour l'essentiel, ces dons répondent à des situations de crise ou à des catastrophes naturelles survenant dans des pays en développement. L'opinion publique s'interroge sur l'efficacité de l'aide mais parallèlement elle continue de la soutenir fortement.

<http://www.oecd.org/FR/document/0,,FR-document-0-nodirectorate-no-15-40228-0,00.html>

OCDE, Compétitivité des échanges: Renforcer les capacités en Afrique subsaharienne Mars 2003

Cette étude présente une série d'enquêtes menées auprès d'entreprises dans plusieurs pays africains ainsi qu'une analyse des échanges. Elle met en évidence une inadéquation manifeste entre les politiques menées par les pouvoirs publics et les besoins des exportateurs en ce qui concerne à la fois l'offre et l'utilisation des services de soutien aux activités commerciales. Tout en reconnaissant les faiblesses des entreprises locales, l'étude n'en livre pas moins des constatations qui confirment l'existence d'un vaste éventail de mesures capables d'améliorer la compétitivité des entreprises et de réduire la dépendance vis-à-vis des produits de base.

<http://www.oecd.org/FR/document/0,,FR-document-0-nodirectorate-no-15-39873-0,00.html>

En anglais

BACK TO BASICS: MARKET ACCESS ISSUES IN THE DOHA AGENDA. UN Conference on Trade and Development - UNCTAD(April 2003). This study focuses on the market access issues in merchandise trade that developing countries will face in the upcoming WTO negotiations. The report concludes that while developing countries as a group potentially have

much to gain from improved access, the extent and distribution of these gains depend a great deal on the extent to which developing countries participate in the liberalisation process and on the agreed negotiation targets and modalities. The study also states that, "using new data on preferences within the framework of the computable general equilibrium (CGE) model, it is estimated that a 50 per cent reduction of tariffs in agriculture would increase world welfare by about \$20 billion". To access the report, visit: <http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=3120&intItemID=1397&lang=1>.

POLICY RESEARCH ON AFRICAN AGRICULTURE: TRENDS, GAPS, AND CHALLENGES. By S.W. Omamo, Research Report No. 21, 2003. The central argument in this report is that most policy research on African agriculture is irrelevant to agricultural and overall economic policy in Africa, and that the policy research community-and the agricultural economics profession in particular-must shoulder a significant part of the blame for this state of affairs.

SUSTAINABILITY ASSESSMENTS: TOOLS FOR EFFECTIVE TRADE POLICY IN THE HEMISPHERE. By Kevin P. Gallagher and Hernán Blanco, the Americas Program at the Interhemispheric Resource Center (IRC), April 2003. Sustainability assessments are defined as analyses of the potential social and environmental benefits and costs of proposed trade agreements. Last October, at the Seventh Ministerial Conference of the Free Trade Area of the Americas (FTAA) in Quito, civil society organisations recognised the lack of sustainability assessments (SAs) in the FTAA process. In this paper, the authors discuss why SAs should be included, how they could be incorporated into the FTAA, and the benefits of their use. To access a copy of this paper, please visit: <http://www.americaspolicy.org/briefs/2003/0304sa.html>.

THE DOHA WORK PROGRAMME: TIME LIMITS AND PROGRESS. Agency for International Trade Information and Cooperation

(April 2003). AITIC has created a new "tool", prepared as part of the AITIC Non-Residents' Programme. It is a "living" document intended to provide less- advantaged countries with a complete list of deadlines under the Doha Work Programme. To access a copy of this chart, please visit: <http://www.acici.org/aitic/countdown.htm>.

WORLD DEVELOPMENT INDICATORS

2003. World Bank, April 2003. Development economists at the World Bank have released this annual report, which provides and analyses statistics that indicate progress made in achieving Millennium Development Goals relating to reducing poverty, and improving education, gender equality, health care, hunger elimination and the environment. Statistics show that while slow progress is being made in reducing poverty, there's not enough progress in improving infrastructure in areas such as health and education. To access a full copy of this report, please visit: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:20104957~menuPK:34463~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:4607,00.html>.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)